



LE CENTRE D'ACTION PARLEMENTAIRE DE L'INSTITUT RENAISSANCE A VOCATION À SUIVRE LE QUOTIDIEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE ET À APPORTER AUX PARLEMENTAIRES DES ÉLÉMENTS UTILES POUR NOURRIR LEUR RÉFLEXION.

L'Institut Renaissance se donne mission de réaliser et de diffuser des études destinées à éclairer l'opinion publique et à soutenir les parlementaires désireux d'améliorer la législation actuelle et de résister au déclin de la France. Les études et actions de l'Institut Renaissance sont, selon les termes de l'objet social de l'Institut, «guidées par les principes de dignité de la personne humaine, de souci du bien commun, de subsidiarité, de saine laïcité et de solidarité entre les hommes ».

ACTUALITÉS PARLEMENTAIRES 2

RECENSIONS 3

QUI SOMMES-NOUS ? 4



Le parquet fait appel de l'acquittement du docteur Bonnemaison

Le parquet a fait appel le 2 juillet de l'acquittement du docteur Bonnemaison, accusé du meurtre par empoisonnement de sept personnes. La nécessité de l'appel nous interroge sur la décision de « justice » ayant choisi l'acquittement tout en reconnaissant ses actes. Le docteur Bonnemaison, sincère, est en cette période de débat, l'exemple même des terribles dérives qui auront inmanquablement lieu en cas de légalisation de l'euthanasie. Ce verdict incompréhensible est issu du procès d'une cause et non d'un homme et de ses actes. Ses soutiens politico-médiatiques ont été énormes. Véritable appel à transgresser la loi, qui plus est pour tuer, sans en subir les conséquences, ce verdict est pour certains la preuve que le gouvernement doit travailler sur une nouvelle loi sur la « fin de vie ».

Pour en savoir plus : [cliquez-ici](#)

Le Sénat rejette la nouvelle carte des régions

Dans la nuit du vendredi 4 juillet, le Sénat a fait disparaître le cœur de la réforme territoriale telle que présentée par le gouvernement, à savoir la carte des régions et les élections cantonales et régionales prévues pour 2015. La réforme territoriale est pourtant un sujet d'une importance primordiale pour le Sénat qui est, en vertu de la Constitution, le représentant des collectivités territoriales.

L'opposition à la réforme territoriale au Sénat est pour le moins hétéroclite puisqu'elle est menée par 184 sénateurs (UMP, UDI-UC, RDSE – dont les voix sont indispensables au gouvernement pour conserver une majorité), contre 129 sénateurs socialistes et écologistes. Les articles que le Sénat a supprimés seront réintroduits dans le texte que l'Assemblée nationale étudiera dans les semaines à venir.

Pour en savoir plus : [cliquez-ici](#)

Vers un Kurdistan indépendant ?

Longtemps réclamé, le Kurdistan indépendant, patrie de cœur de près de 25 millions de Kurdes vivant dans quatre pays différents (Turquie, Syrie, Irak, Iran), pourrait bel et bien devenir une réalité. L'offensive de l'EIIL a conduit pour le moment à l'instauration du califat sunnite, à cheval entre l'Irak et la Syrie, et surtout situé entre le pouvoir « central » irakien chiite de Bagdad, et la région autonome du Kurdistan irakien. Prétendant, sans doute à juste titre, s'opposer à l'avancée des djihadistes, les milices kurdes (peshmergas) se sont avancées hors de leur territoire et en prenant la ville de Kirkouk qu'elles revendiquaient, elles se sont assurées le contrôle de la zone pétrolifère, nécessaire à leur indépendance. La tenue d'un référendum d'autodétermination de la région a été demandée. Si l'indépendance d'un Kurdistan s'annonce, ses frontières, elles, restent à déterminer.

Pour en savoir plus : [cliquez-ici](#)

Connaître d'autres acteurs de la société civile engagés dans la défense des principes défendus par l'Institut Renaissance



SOS Chrétiens d'Orient

SOS chrétiens d'Orient est une association qui oeuvre à la réalisation de projets concrets promouvant la fraternité avec les chrétiens d'Orient. Après deux voyages effectués en Syrie et en Irak, l'association prépare une seconde visite aux Chrétiens d'Irak menacés par les attaques d'EIIL souhaitant établir un Etat islamique. Les communautés chrétiennes pour la plupart réfugiées ont besoin de cette aide au risque d'être massacrées par les djihadistes. SOS Chrétiens d'Orient se bat pour le respect de la liberté religieuse dans ces pays en proie aux conflits religieux.

Son site web est le suivant : <http://www.soschretiensdorient.fr/>

SOS Chrétiens d'Orient peut également être suivie sur les réseaux sociaux

Twitter  Facebook 



RECENSION

La droite impossible. Essai sur le clivage droite-gauche en France, **Yves-Marie ADELINÉ**

Yves-Marie Adeline, docteur de l'Université Panthéon-Sorbonne, est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, notamment d'une monumentale Histoire mondiale des idées politiques. Il assure un cours de sciences politiques dans plusieurs écoles supérieures de commerce. Les éditions de Chiré ont publié en août 2012 son dernier livre politique, La Droite impossible, qui reprend l'idée de La Droite piégée, paru chez Communication & Tradition, en 1996.

À l'heure où paraît ce livre, la gauche détient tous les pouvoirs politiques en France ne laissant à la droite que quelques rares grandes villes, une minorité de départements, et une seule région sur vingt-deux. Mais surtout la gauche gouverne sans merci la sphère « métropolitaine » : depuis 1789, c'est elle qui façonne les esprits et oriente l'opinion contrôlant toujours plus depuis mai 1968 l'enseignement, la culture, l'édition, les médias, la presse.

Par sa nature même, le système politique hérité des heures révolutionnaires, la République, est inextricablement de gauche, par sa fatalité progressiste. Il serait illusoire d'imaginer de que ce système est démocratique ou arbitral : toutes les tentatives « dextrogynes » sont inéluctablement vouées à l'échec par ce que l'auteur appelle l'effet de « cliquet ». Les mesures de la gauche procèdent par « cliquet », une fois votée et passée dans les mœurs, il est impossible à la

droite de les remettre en cause, quand ce n'est pas la droite qui les défend ! C'est ainsi que l'homme de droite fête le 14 juillet, chante La Marseillaise et honore le drapeau tricolore sous les lazzi de la gauche...



Pour en savoir plus : cliquez-ici

60 milliards d'économie. Oui, mais tous les ans ! Agnès VERDIER-MOLINIÉ

Agnès Verdier-Molinié est directeur de la Fondation iFRAP (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques). En 2011, elle a publié Les Fonctionnaires contre l'État et en 2008, La mondialisation va-t-elle... nous tuer ? aux éditions JC Lattès. Répondant à la déclaration de François Hollande, annonçant qu'il allait réaliser soixante milliards d'euros d'économies sur les dépenses publiques pendant la durée de son quinquennat, Agnès Verdier-Molinié a publié en février 2013 60 milliards d'économie. Oui, mais tous les ans ! pour ne pas voir son pays s'effondrer.

Selon l'auteur, « Un rapport confidentiel de l'inspection des Finances commandé avant l'alternance dressait pourtant une liste des économies possibles pour redresser le pays. » Oui, réduire les dépenses publiques est possible ! Et cela, sans même toucher aux prestations sociales distribuées aux Français, et auxquelles ils tiennent tant. La comparaison de la France avec ses voisins européens indique la voie : quand notre pays dépense 27,7% de sa richesse nationale à produire ses services publics, les pays de l'Union européenne dépensent 24,9%, sans

différence notable en termes de qualité du service public et de niveau des prestations.

Le livre d'Agnès Verdier-Molinié montre alors comment il est possible de préserver le service public et son fonctionnement tout en réduisant les dépenses qui paralysent la France. Et d'après l'auteur, voilà que les soixante milliards que recherchent le gouvernement sont trouvés (18,5 milliards au niveau de l'État, 11,6 milliards au niveau des collectivités locales et 29,9 milliards au niveau des dépenses sociales). Il suffit seulement que tous les niveaux d'organisation se décident à ne pas tout faire, les uns en même

temps que les autres, pour remplir des missions définies. L'avenir est sombre (la dynamique de création de richesses est brisée, le chômage est croissant, la précarité s'installe, la dette publique creuse encore, etc.), mais les solutions proposées par Agnès Verdier-Molinié pourraient aboutir pleinement en 2021.

Le changement, c'est maintenant ?

Agnès Verdier-Molinié

**60 MILLIARDS
D'ÉCONOMIES!**

**OUI...
MAIS TOUS LES ANS**



QUI SOMMES-NOUS ?

L'Institut Renaissance est un laboratoire d'idées non partisan, mais clairement orienté à droite. Il défend une France fière de son identité millénaire, marquée notamment par ses racines chrétiennes ; les libertés, en particulier dans l'ordre économique ; la dignité de la personne humaine de sa conception à sa mort naturelle ; un Etat fort, mais concentré sur ses missions régaliennes ; et le principe de subsidiarité.

L'Institut Renaissance dispose d'un centre d'action parlementaire qui se donne pour objectif d'améliorer la législation actuelle, en lien avec les parlementaires, pour sortir la France de la spirale du déclin. Il met pour cela à disposition des parlementaires ses compétences dans l'ordre des études, de la rédaction d'amendements ou de propositions de loi, et aussi dans l'ordre de la diffusion de messages ciblés, à destination des autres parlementaires, des médias ou, directement, de l'opinion publique.